HAL
open science

Ouvrages en débat : Micropolitiques de la biodiversité. Experts et professionnels de la nature

Pierre P. Alphandéry

To cite this version:

Pierre P. Alphandéry. Ouvrages en débat : Micropolitiques de la biodiversité. Experts et professionnels de la nature. Natures Sciences Sociétés, 2015, 23 (1), pp.71-72. 10.1051/nss/2015005 . hal-02635861

HAL Id: hal-02635861

https://hal.inrae.fr/hal-02635861v1

Submitted on 27 May 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Micropolitiques de la biodiversité. Experts et professionnels de la nature
Céline Granjou
Peter Lang, 2013, 202 p.

Comment les modalités de la protection de la nature ont-elles été transformées par l'introduction de la notion de biodiversité ? La thèse défendue par Céline Granjou est que ces transformations sont passées par la diffusion d'un « répertoire de pensée et d'action essentiellement expert et gestionnaire » (p. 17) qui n'a pas été imposée d'en haut par une politique « écocratique ». Le propos du livre est de rendre compte du « déploiement d'une pluralité de micropolitiques où se jouent la construction de savoirs et de références techniques assurant la gestion de la biodiversité tout en contribuant à la (re)définition des identités et du positionnement des acteurs » (p. 18). Le livre ne donne pas de définition plus précise de la notion de micropolitique qu'Isabelle Mauz, rédactrice de la préface, place dans la postérité des travaux de Gilles Deleuze et de Félix Guattari ainsi que dans celle de Michel Foucault et de sa microphysique du pouvoir.

« On assiste, écrit C. Granjou, à la constitution de nouveaux instruments et dispositifs techniques, de nouveaux corps de savoirs et de métiers, et de nouveaux espaces d'expérimentation et de coproduction de savoirs et de pratiques liés aux sciences de la biodiversité » (p. 19). Ce processus de rationalisation conjugue des approches de formalisation, de quantification, de normalisation et manifeste que la protection de la nature ne reste pas à l'écart de la bureaucratisation qui caractérise le monde néolibéral[5]. C. Granjou note bien le paradoxe et les tensions causées par ce déploiement procédural dans un domaine longtemps caractérisé par la passion et un engagement au plus près de la nature. Mais son livre est consacré avant tout à penser la biodiversité comme un objet permettant à des univers différents (professionnels et amateurs, chercheurs et profanes, environnementalistes et exploitants, domestique et sauvage) de dialoguer et de se coordonner. Ainsi qu'à caractériser les formes d'expériences qui se jouent dans les zones frontières[6] « en saisissant la manière dont s'y construisent à la fois des techniques, des savoirs, mais aussi des identités et des trajectoires professionnelles visant à une meilleure gestion collective de la biodiversité » (p. 21).

Le livre se fonde sur le matériau constitué par 150 entretiens menés entre 2005 et 2010 avec des « professionnels de la nature » (gestionnaires d'espaces, administratifs, salariés d'associations, chercheurs) appréhendé dans une optique compréhensive issue de la tradition wébérienne mais aussi à travers une approche donnant aux objets techniques ou non humains toute leur importance dans le cadre de l'action collective. Les lecteurs sont ainsi invités à suivre le déploiement des micropolitiques de la biodiversité dans des contextes variés où domine cependant le milieu montagnard alpin. La première partie de l'ouvrage illustre la mise en œuvre des nouvelles techniques de gestion de la biodiversité à partir de deux exemples constitués par l'expérimentation de la contraception des marmottes dans un parc national et par le dispositif officiel d'estimation des loups sur le territoire français. La deuxième partie du livre dresse un panorama des institutions intervenant dans la gestion de la biodiversité et s'arrête sur un exemple de coopération entre gestionnaires d'espaces, exploitants agricoles et chercheurs tout en évoquant les tensions propres aux « zones frontières » attachées à chacun de ces groupes. La troisième partie, enfin, s'intéresse aux rapports des gestionnaires et des chercheurs, s'arrêtant sur les trajectoires et les types d'engagements des chercheurs dans le domaine de la biodiversité.

Comme entrée en matière, l'analyse des opérations concernant les marmottes et les loups permet à C. Granjou de rendre compte avec finesse de répertoires d'action qui ne sont plus fondés sur une approche en termes de gestion de membres interchangeables d'une population animale mais « sur l'individu, sur son statut ou son comportement particulier » (p. 43). De même, les dispositifs mis en œuvre ne s'appuient plus sur un zonage territorial, mais sur un suivi des déplacements des animaux en monde ouvert, pratiques qui brouillent les frontières entre le naturel et l'artificiel et entre le sauvage et le domestique. Ces pratiques tournent ainsi le dos à l'action territorialisée qui inspire depuis longtemps les politiques publiques environnementales française et européenne. Elles constituent des actions sur le vivant assimilables à « une authentique entreprise de traçabilité » (p. 29) et mobilisent un cercle d'experts de plus en plus nombreux qui « travaillent en lien souvent étroit avec des chercheurs et des laboratoires de recherche » (p. 65). Ces techniques vont-elles inspirer l'ensemble des gestionnaires de la biodiversité et contribuer ainsi à recomposer les relations entre les diverses institutions en charge d'expertise ?

Les éléments de réponse se trouvent dans les deuxième et troisième parties de l'ouvrage. Le cadre général d'analyse proposé est le suivant. La montée du thème de la biodiversité « s'accompagne de la montée des revendications d'expertise qui marquent les stratégies institutionnelles et les identités professionnelles » (p. 69). De nouvelles structures issues de domaines comme le tourisme, la chasse, la pêche, l'agriculture, etc., ont ainsi investi le champ de la gestion de la biodiversité.

[5] On se réfère ici aux analyses de Béatrice Hibou dans son ouvrage *La bureaucratisation du monde à l'ère néolibérale*, La Découverte, 2012.

[6] Une zone frontière marque l'existence de formes de collaboration entre des groupes très différents et séparés.

Toutefois, explique l'auteure, il n'y a pas « un modèle d'expertise uniformisé et clef en main » (p. 96), ce qui donne toute sa place au « bricolage ». Mais peut-on s'en tenir là et penser les pratiques expertes en dehors des dynamiques plus globales qui les portent ? À l'interface de la science et du politique, ces pratiques s'inscrivent aussi dans une série de contextes qui, du local à la planète, contribuent à les formater. De ce fait, les diverses formes d'expertise abordées par C. Granjou débordent le cadre micropolitique revendiqué dans le titre de son livre, essentiellement construit en référence aux répertoires du savoir, de la technique et de la gestion. La revendication d'expertise écologique, écrit d'ailleurs l'auteure, « répond à la fois à une nécessité économique, il s'agit d'obtenir des financements et de se positionner sur un marché en déployant un monopole de spécialité, et à une visée de légitimation politique » (p. 77). Ce contexte, que l'on peut qualifier de néolibéral[7], est aussi travaillé par l'incertitude profonde du futur et la crainte d'une « sixième extinction » issue de la disparition massive des espèces. Il est peu présent dans le livre, malgré ses conséquences sur la gestion concrète de la biodiversité. Ainsi, la confiance dans la compétence de l'expert se construit à partir d'équipements puissants, aptes à satisfaire aux exigences d'une science globalisée fortement consommatrice et productrice de données. Elle s'inscrit aussi dans un « modèle gestionnaire d'exercice du pouvoir[8] » caractérisé par ce que certains auteurs appellent un « régime de production des savoirs[9]» et un processus de quantification généralisée. Ce dernier repose sur l'usage de normes, de conventions, d'indicateurs et de procédures qui se présentent comme des gages d'objectivisation et de transparence. Ce cadre d'ensemble au sein duquel s'exerce la gestion de la biodiversité lie nécessairement les acteurs pris en compte par C. Granjou à des communautés de pratiques et à des valeurs plus larges que les éléments que celle-ci aborde au titre de son approche micropolitique.

On peut aussi se demander si les acteurs qui constituent l'objet de ce livre ne présentent pas des caractéristiques très particulières pour la France. En effet, l'essentiel des enquêtes est localisé en Rhône-Alpes, région particulièrement riche en institutions travaillant sur la biodiversité, souvent membres de réseaux internationaux d'échanges scientifiques (par exemple, la Mountain Research Initiative[10]) et fréquemment impliquées dans la gestion d'espaces naturels. N'est-ce pas donner trop d'importance à l'action des professionnels de la nature et sous-évaluer par contrecoup le rôle joué par les amateurs et bénévoles réunis au sein d'associations ? On sait en particulier que ces amateurs, souvent expérimentés, sont fréquemment porteurs de conceptions de la donnée naturaliste qui divergent de celle promue par les standards nationaux et internationaux dont l'inconvénient est d'appauvrir exagérément les informations traitées. De la même manière, on souhaiterait que soit davantage approfondie la figure du professionnel de la nature qualifié de « médiateur » pour son activité consacrée à élaborer des compromis acceptables par tous et ainsi distinguée par C. Granjou de celle de l'expert. Comment cette prise en compte de la diversité des conceptions et de la nécessité d'une « acceptabilité » des projets naturalistes par les acteurs non naturalistes peut-elle coexister avec le fonctionnement du marché et la concurrence que s'y livrent les institutions en charge de la biodiversité ?

Ces remarques n'invalident nullement l'intérêt de l'entrée choisie par l'auteure, qui dépasse les découpages classiques (par fonction ou par discipline) utilisés pour appréhender l'activité des professionnels de la nature. Cette entrée par l'expertise et les savoirs permet de saisir des faits qui relèvent d'un travail d'observation très fin et d'apporter des éléments précieux à une approche socio-anthropologique. Une telle démarche fait le sel de ce livre tout en ouvrant nécessairement l'espace à des critiques. Comme dans tout travail original, les choix opérés laissent ainsi dans l'ombre certains aspects du réel.

Pierre Alphandéry
(Inra, UMR Sciences action développement activités produits territoires [SADAPT], Ivry-sur-Seine, France)
pierre.alphandery@wanadoo.fr

[7] Ce terme n'est pas employé par C. Granjou, mais par l'auteur de ce compte rendu.

[8] Ogien, A., 2013. *Désacraliser le chiffre dans l'évaluation du secteur public*, Quæ, p. 53.

[9] Pestre, D., 2003. *Science, argent et politique*, Inra Éditions, p. 36.

[10] La Mountain Research Initiative (MRI) est une structure interdisciplinaire dont l'objet est l'observation des systèmes écologiques dans toutes les montagnes de la planète considérées comme de bons observatoires du changement global.

Enquête sur les créationnismes. Réseaux, stratégies et objectifs politiques
Cyrille Baudouin, Olivier Brosseau
Belin, 2013, 336 p.

Deux enquêteurs mobilisent un savoir scientifique et une méthode journalistique non médiatique pour explorer ce qu'est le créationnisme aujourd'hui et comment il se pose et s'incruste dans la société. Pourquoi l'idée d'une Création divine est-elle si puissante alors que des siècles de recherche nous apprennent que nous vivons